

PROSPER

20

ÉCOLOGIE / DISTRIBUTIVISME / USAGES

Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

ce n'est pas en perfectionnant la bougie
qu'on a inventé la lampe électrique !

Je réforme, réformez-vous

la politique du rétroviseur

Abolir les profits monétaires :

Vous y arrivez comment ?

L'usologie au quotidien

Sous le manteau compassionnel

Attalisme et fatalisme (Alain Caillé)

Pierre Larrouturou et le 4-4-42

rustinomania

n°20

L'anthologie des écrits de Duboin, publiée en 1998 (chez L'Harmattan) voulait avant tout réparer une injustice. Le distributisme, dans la forme où je l'avais découvert, me semblait un moment de la pensée politique aussi intéressant que l'Utopie de Thomas More, le fouriérisme, ou le saint-simonisme. N'avait-il pas, sous le nom de Mouvement Français pour l'Abondance, rempli des salles comme la Mutualité ou Wagram, compté parmi ses membres René Dumont ou le père de Lionel Jospin ?

Mais embaumer le distributisme dans la pensée-Duboin m'a paru aussi injuste que l'ignorer. Ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse, le modèle proposé par Duboin (j'allais bientôt apprendre qu'il n'était pas le seul ni le premier à l'avoir adopté) valait, comme Duboin lui-même le prévoyait, d'être réactualisé en fonction des nouvelles données économiques et sociales. Et pourquoi pas en fonction de mes trente-cinq ans d'engagement en faveur des « cas sociaux » et « inadaptés scolaire » ? Ou de « la maîtrise de leurs usages par les usagers », qui m'avait semblé, dès mon ralliement à la cause écolo, la clé d'un rapport pacifié avec l'environnement ?

Dans les deux cas, j'avais réfléchi à la misère et sujétion des handicapés, asservis aux usages des « normaux », tout aussi asservis qu'eux à des ensembles pratiques sur lesquels ils ne peuvent agir que d'une manière individuelle ou individualiste. Mais que proposer d'autre que des aménagements, quelques gestes « politiques » autorisés par cela même qui créait la misère-et-sujétion qu'il aurait fallu éliminer, et non pas réduire ?

Le modèle distributiste changeait tout !

Tout, à condition de renouveler la façon dont les distributistes avaient interprété les idées de base. Et donc de distinguer entre un distributisme « historique » et un distributisme ouvert à de nouvelles questions et propositions, qui ne se soucierait plus de plaire en emboîtant des solutions dans l'air du temps. Quelques cahiers, dont le titre, COCAGNE, faisait encore allusion à l'Abondance, ont rodé l'entreprise. J'ai oublié comment est arrivé « PROSPER ». A cause de « prospérité », mais surtout pour faire exister un personnage en recherche, avec qui réfléchir.

Vingt cahiers et un site plus tard, PROSPER reçoit de plus en plus souvent des demandes de cahiers anciens et de collection complète ! On a reproché aux premiers leur épaisseur. Ils préparaient la série de PROSPER plus petits, plus directs, de 14 à 19, qui ont achevé la rupture avec le distributisme historique – ou la consolidation du socle, c'est pareil. Le moment vient de confier l'entreprise à des plus jeunes, qui la mettront à l'épreuve des nouvelles contraintes politiques, sociales et écologiques, et fourniront aux nouvelles générations des outils pour les desserrer.

PROSPER boîte à outils... La preuve m'en a été donnée par les résistances mêmes que les derniers cahiers ont provoqué. Je ne suis en tout cas pas décidé, en commençant ce n°20, à faire des cadeaux à ceux qui roucoulent qu'un autre monde est possible et se laissent piéger (et piègent les autres) par des rassemblements stérilisants.

J.P.L.

N.B. Notre site www.prosperdis.org conserve de nombreux articles, tracts, etc. L'accès le plus direct semble assuré par GOOGLE. Pianotez prosperdis.org ou PROSPER et cliquez sur le drapeau français. Vous aurez accès à plein d'autres infos et textes rendant compte de nos travaux.

sous le manteau compassionnel



« Excuse-moi mais tout ne se ramène pas à l'économie... ». Incidente perfide dans un message qui réclamait que la prochaine réunion d'un groupe d'Objecteurs de Croissance consacre un atelier aux violences faites aux femmes. Réduction de votre serviteur à « l'économiste », parce qu'il attire l'attention sur le fait que les malheurs que les décroissancistes voient dans « la croissance » sont dus à l'obligation où sont les entrepreneurs de faire des profits monétaires. Il en sortit de ses gonds pour rappeler qu'il avait croisé, sur son « terrain » professionnel, les femmes battues (et les maris aussi), parmi d'autres turpitudes qui, dans les cités pavillonnaires ou tours-barreuses, participent d'un environnement de misère où les belles paroles ne font pas grand'chose et où les allocations participent de la fabrication des exclus¹.

Pendant des années, arpentant les cités, recevant les parents et discutant avec les gosses, qu'est-ce que j'ai dit, qu'est-ce que je pouvais

dire ? « *Te fais pas avoir* par des père-et-mère qui te font porter leurs problèmes, te fais pas avoir par les difficultés et fétiches que rajoute ton prof, te fais pas avoir par la fausse solidarité entre copains, te fais pas avoir en la jouant trop gentil ou en la jouant caïd. » « *Vous faites pas avoir* par vos jeunes, vous faites pas avoir par les voisins, le racisme, le petit patron et le grand aussi, la dame patronnesse et le Monsieur des Tutelles qui s'emploie si bien à vous faire dépenser là où ça lui rapporte... Discours qui n'avait aucun poids contre les facilités et revanches du tabac, de l'alcool, des petites occases, des trafics, des calculs à court terme, de tout un environnement de compensations extrêmement inventives, riches, mais d'une inventivité, d'une richesse perdues, faussées, tordues... Et qui ne m'empêchait pas de me faire avoir comme les autres dans un rôle de Réparateur, d'Optimisateur, d'Exécuteur du grand œuvre économique et social, *de complice*, allez, lâchons le mot, même si, comme tant d'autres travailleurs sociaux, je « luttai » contre le manque de moyens et les traitements contre-productifs.

Parmi les phrases de vérité qui reviennent le plus souvent chez les travailleurs sociaux : « On est payé pour cacher la misère ». Le travailleur social est en fait avant tout payé pour éviter à ceux qu'il n'assiste pas, qui se débrouillent « bien » tout seuls, qui s'en sortent, de voir que leur réussite, exceptionnelle ou relative, leur insoupçonnable normalité, est le prix de leur consentement, d'un consentement général aux règles d'un jeu pervers, dont le centre est partout et la circonférence nulle part. Un consentement dont il est prudent de ne pas voir, savoir, la perversion, puisque le voir ou le savoir n'y changerait rien.

¹ J.-Paul Lambert, *Assister c'est exclure*, n° spécial de la revue *ESPRIT* sur le Travail social, 1971.

Promener sa caméra sur les tentes de Sans Domicile Fixe émeut les voyeurs à l'idée qu'ils risquent un jour de se trouver dans la même situation. Mais leur évite de vérifier que ce qui leur est donné à voir n'est que la partie émergée d'un modèle économique à bout de souffle.

Comparer les travailleurs sociaux, en quête de subsides, d'avantages, de positions meilleures, pour leurs administrés, et les administrateurs de sociétés qui décident du montant des primes, revenus et parachutes dorés des PDG, paraîtra sans doute excessif. Les cités sont dans le besoin, pas le Bd St Germain. Mais les « besoins » des uns sont aussi violents que ceux des autres, même si les proportions en termes monétaires ne sont pas les mêmes et que, là où trois thunes (assorties d'un nouveau logement, vécu comme un nouvel exil) suffisent pour que la famille de cinq gosses cesse d'intéresser les journalistes, il faut un million et demi d'euros pour qu'à son départ de fonction un patron du Fer taise ce qu'il était payé pour faire-et-taire.

Une rafale d'ouvrages viennent confirmer mon propos. Dans **La France morcelée**, Jean-Pierre Le Goff² nous montre « une société morcelée », où chaque « morceau » se vit en victime, et « un Etat compassionnel et incohérent » entre lesquels s'est instauré un jeu de miroir délétère. « La France qui souffre » est au refrain aussi bien de Ségolène Royal que de Nicolas Sarkozy. Ce pathos sentimental a pour effet de changer les citoyens en victimes et de leur faire attendre de l'Etat qu'il leur apporte réparation. Ce qui incite à durcir le droit dans un sens répressif, comme le montre un dossier réalisé par la *Documentation Française*³. Voici venus les « juges délégués aux victimes » siégeant dans chaque tribunal de grande instance.⁴ Des victimes bien contentes d'être reconnues comme telles, qui focalisent l'attention médiatique sur les procès en réparation et des méchancetés qui « morcellent », encore, pour reprendre l'expression de Le Goff, le regard porté sur le régime auquel nous sommes tous soumis. Des procès qui nous font consentir au dit régime comme à quelque chose de juste, puisque susceptible de réparer ses dégâts.

Que le « vécu de la souffrance » occupe le premier plan de la réalité sociale et politique, cela ne date pas d'aujourd'hui. Faut-il rappeler à ceux qui le découvrent les romans « sociaux » des XIXe et XXe ? Mais son traitement, ils ont raison, a changé. Comme le montre Myriam Revault d'Allonnes⁵, le discours victimaire a évincé le conflit, la lutte des classes, la revendication pour la justice et l'égalité. En campagne électorale, l'aptitude à compatir est devenue une preuve de la capacité à gouverner. Elle profite du fait que notre sensibilité à la souffrance d'autrui s'est aiguisée jusqu'à embrasser l'humanité entière. Achevant le processus commencé au XVIIIe, le « triomphe de la similitude », serait ainsi « le propre » des démocraties modernes, assorti d'une confusion entre l'émotion et l'analyse, la morale et la politique. Or « *la politique compassionnelle est le contraire d'une politique. La démocratie compassionnelle est une démocratie dévoyée.* »

Faut-il en déduire que la « bonne voie » de la démocratie serait le conflit social permanent ? Et revenir à la démocratie de papa, où la classe ouvrière reconnaissait implicitement au patronat le droit de l'exploiter jusqu'à la fin de l'histoire ? Mais où

² *Folio Actuel*, 2008

³ Décembre 2007, *Le droit des victimes d'infraction*, sous la direction de Robert Cario.

⁴ Leur nomination date du 2 Janvier 2008.

⁵ *L'homme compassionnel*, Seuil 2008.

sont les conflits d'antan...?!?! Disparus, avalés par les difficultés de la croissance, la responsabilité qui finit par reposer sur les efforts des ci-devant « travailleurs », à qui certains patrons sont prêts à accorder des augmentations s'ils promettent de ne pas faire grève... L'avenir des négociations est dans le branche par branche, où une classe ouvrière à laquelle on a peut-être un peu trop vite dit « adieu » achève de se morceler dans la servitude corporatisée... « La rue » en vient à s'exprimer pour maintenir... des privilèges : manifestations de taxis, d'avoués. Le simple fait d'avoir un emploi en est devenu un, de privilège, et même de pure injustice, puisque vous le payer (vous en faire cadeau ?) diminue le droit de « tous » aux bénéfices de la croissance !

Dans la même semaine, j'ai trouvé six articles qui appelaient à « moraliser » le système, parce que ses abus le conduisaient à sa perte. *Ho* (gros yeux) les stock-options, *ho* les méchants superprofits de la spéculation et des rachats d'entreprises, *ho*, les produits douteux, les (*sales*) pollueurs, etc. Savez-vous que la masse des profits réalisés sur les produits financiers et les spéculations est trois à quatre fois supérieure à ceux réalisés par les produits et services matériels ? Plutôt que de dire que l'économie dite de marché n'existe plus, si elle a jamais existé (on faisait tout pour qu'elle devienne enfin pure et parfaite...), voilà qu'elle a droit, elle aussi, aux strophes compassionnelles... N'importe quoi pourvu que ça dure, au lieu de préparer l'accouchement de ce qu'elle a mûri, de ce qui a mûri sous son règne, qu'elle n'a voulu ni « bon » ni « mauvais », mais qui *est là*, et à nous de l'élever.

L'économie dite « de marché » se heurte désormais à son propre mur : celui de l'argent. La croissance des profits monétaires, sa raison d'être et son moteur, ne se cherche plus dans la création de richesses tangibles, produits et services. Elle en a irréversiblement disjoncté et ne tient plus qu'à des « coups » financiers et boursiers. Ses « bulles » se succèdent. Elle ne tient plus debout que grâce à des opérations venteuses. A l'instar des travailleurs sociaux, les économistes et le gratin des décideurs s'affairent autour de ses problèmes.

La pauvre...

La compassion s'infiltré partout, et le Spectacle redouble. L'acte IV est de plus en plus prévisible : apocalypse. Acte V, on recommence ? Ou on arrête tout de suite ? On accouche de plein de capacités et désirs mûris par le modèle que nous avons subi. A quoi ressemblera le bébé ? A une société sans profits monétaires - et pourquoi pas sans monnaie. Vous l'appellerez comment ? « Eksoc »⁶, une société où toutes les entreprises entreprendront à titre expérimental. ***Où le fric ne sera plus l'obligation ni la sanction de l'expérience***, où les moyens d'échange ne dépendront plus des profits qu'il faut tirer du travail mais directement des richesses qu'on a produites... *Allons, vous prenez vos fictions pour la réalité ! Non ! Pour les réaliser ! Pour que la réalité (informez-vous !) arrête de dépasser la fiction !*

⁶ Nom qui lui est donné dans *KRONIX*, politique fiction dont le début est paru en *PROSPER* Hors-série N°1.

*le débat qui suit
a été reconstitué
à partir des questions posées
lors de conférences
et d'interventions
publiques ou privées
qui présentaient
le modèle économique
défendu par **PROSPER**
visant l'abolition
des profits monétaires,
et, pourquoi pas,
celle de la monnaie...*

Vous y arrivez comment ?

Sur le papier ou en paroles, une économie sans profits monétaires semble possible. Mais il faudrait changer toute l'économie, et les hommes aussi.

En bref, vous doutez de sa faisabilité.

Il faut effectivement l'étudier, et d'abord au plan technique.

Les distributistes historiques, déjà, s'y étaient sérieusement attelés ! Parmi eux, le plus connu, Jacques Duboin, qui a pris parti pour l'économie distributive après 1935, n'avait rien d'un amateur. Il sortait d'une école de commerce, avait été attaché commercial à l'Ambassade de France à New-York avant de devenir banquier au Canada, député de Savoie et Sous-secrétaire d'Etat au Trésor avant la crise de 29.

Personne ne peut contester qu'on émet de l'argent d'un trait de plume. Ce qui est tout à fait possible aujourd'hui quand on crédite un entrepreneur ou l'acheteur d'un bien immobilier le sera donc encore dans une économie sans profits monétaires. Quand j'ai moi-même posé la question : *est-ce que l'argent peut être créé sans intérêts et ne servir qu'une fois*, à des comptables, des commerciaux, des bras-droits de banque, l'hypothèse les a interloqués, c'est normal ! Mais leurs objections n'ont pas porté sur la faisabilité technique. Elles se sont adossées au fait que l'économie actuelle ne peut fonctionner sans faire de profits - de profits *monétaires*, dont l'artifice commande ceux dont les hommes et l'environnement pourraient directement tirer du travail.

Ils ont tous été surpris, et même admiratifs, de la solution radicale à la calamité de l'inflation qu'apporte une monnaie qui ne sert qu'une fois - elle s'annule au moment de l'achat, sert juste à la création de richesses. Et quand j'ai présenté l'hypothèse : remplacer la monnaie par une comptabilité exclusivement « matière », grâce à l'usage des codes-barres ou ce qu'on imaginera encore de mieux dans le genre d'ici-là - ils étaient bien mieux informés que moi sur certains aspects de ce genre de chiffrage.

Une fois prise la décision d'instaurer une économie sans profits monétaires, qu'elle conserve ou non l'usage de la monnaie, ils auront vite fait d'apprendre et travailleront à en améliorer les dispositifs comme ils le font aujourd'hui. Au début certains pataugeront, mais qui n'a pas un peu pataugé au moment de passer à l'euro, de se servir de son premier ordinateur ou de se brancher sur Internet ?

C'est un banquier qui m'a dit que si jamais le modèle que je proposais était adopté, il pourrait enfin faire ce qui devrait être son cœur de métier : stimuler l'invention et la création de vraies richesses. Il n'a jamais pu le faire qu'à travers les profits. Un jour on cessera de confondre la banque et les profits comme la démocratie avec la récolte des votes.

La nature humaine

Ceux qui ont changé la société, les révolutionnaires, et à notre époque les Neuwirth, Badinter, Gandhi, King, Mandela et consorts, tous ont dû faire avec un certain nombre de pesanteurs. Ceux qui ont révolutionné les techniques et les sciences aussi. La nature humaine n'existe pas, pas plus que la nature technique ou la nature scientifique.

Parlons de pesanteurs plutôt que de nature. Et à supposer, même, que vous fassiez de ces « pesanteurs » des pesanteurs « humaines », sont-elles indépassables ?

Etude de faisabilité n°2...

En face de chacun des comportements de caractère automatique et négatif que vous pourrez me citer, genre *goût du lucre, du pouvoir, égoïsme, paresse*, vous êtes aussi capable que moi de constater qu'ils croissent et embellissent du fait même des contraintes *imposées* par le système actuel. Interprétons-les donc comme autant de mécanismes de défense, « naturels » au sens d'obligation spontanée, au sens où il faut faire face, s'adapter à la conjoncture avec les moyens ambiants.

Vous êtes tout aussi capable de constater qu'à côté de « l'avarice », de « l'appât du gain », du « goût du pouvoir », etc., survivent des pratiques de don, d'anticipation généreuse, de dévouement, d'imagination, de partage. Elles pourraient librement s'exprimer dans une société sans profits monétaires, où les usagers disposeraient de moyens d'échanges absolument garantis pour disposer de toutes les richesses qu'ils sont capables de créer, sur un marché encore plus diversifié, puisqu'elles ne dépendraient plus des profits monétaires et des « séries » imposées par la concurrence économique.

J'attire votre attention sur le fait que les capacités d'adaptation ne sont plus les mêmes qu'autrefois, que la mobilité professionnelle, les simplifications techniques, les échanges réciproques de savoir, la capacité de s'informer, ont bouleversé les données. Que « les gens » savent quoi faire de leurs loisirs, même quand ils n'ont pas les sous pour prendre l'avion. Qu'ils sont ouverts à plein de choses, comme en témoigne un seul jour d'écoute de la radio. Toutes ces capacités peuvent encore se développer dans une économie sans profits monétaires, où vous n'aurez plus la tête prise par les fins de mois, les réserves, les revanches à vous offrir, des rivalités de promotions... Ce que vous rêvez de faire quand vous serez à la retraite, ou si vous aviez des rentes, vous pourrez le faire toute votre vie, et il n'y a pas de raisons pour que « les autres » sachent moins bien employer votre temps que vous.

Notre existence aujourd'hui est celle d'hommes « redistribués ». Notre hauteur sociale, culturelle, nos projets, les services publics dont nous bénéficions, tout dépend de la redistribution des profits et de leur croissance. Passer du statut d'homme « redistribué » à celui de personne maîtresse de ses usages, j'avoue que ça me tente. Avec des bénéficiaires que n'ont pas eus les sujets de Sa Majesté quand on les a changés en citoyens, réduits aux manifs électorales et au statut d'exploités - sauf pour une minorité.

Toutes les utopies se terminent mal.

Toutes les sociétés mettent en jeu des imaginaires techniques, politiques, éthiques. Ces imaginaires sont riches en promesses. Si on a pu faire promettre au capitalisme ce qu'on lui a fait promettre, c'est bien parce que ce qu'on lui faisait promettre n'était pas encore là.

Il était donc encore sans « lieu » autre qu'imaginaire. Le capitalisme répond donc à la définition de l'utopie, et comme à celle-là on a cru et croit encore, il est temps de reconnaître que le bilan des promesses n'est pas glorieux et de mesurer les dégâts.

Qu'est-ce que vous proposez ? D'en reprendre encore une louche ?

Pourquoi voulez-vous que le distributisme se termine mieux ? N'avez-vous pas tiré la sonnette d'alarme contre ce que vous appelez « le distributisme historique » ?

Qu'est-ce qui prouve que votre nouvelle interprétation résistera ?

Le « noyau » du distributisme historique a bien résisté.

Les moyens d'échange distribués en fonction des richesses produites et non plus des profits qu'il faut d'abord en faire sur un marché aléatoire, où l'abondance fait chuter les cours et ruine les producteurs - ça tient toujours.

Adieu aux profits monétaires. Les distributistes historiques n'ont pas beaucoup insisté là-dessus, mais le principe était déjà bien posé.

Si le distributisme historique doit être revisité, c'est parce qu'il était lié aux soucis et interprétations de son époque. La révision effectuée par **PROSPER** est liée à d'autres soucis et la montée de nouvelles possibilités, qui ne seront plus les mêmes demain.

L'avant et l'après-guerre pensaient travail-sacrifice, besoins, Progrès, discipline, ordre, plan... Les distributistes historiques avaient donc imaginé une production bien organisée, hiérarchisée, qui diminuerait progressivement la quantité de travail humain nécessaire. Il en faudrait malgré tout encore. Chacun recevrait du berceau à la tombe un revenu garanti, mais l'inconditionnalité de ce revenu était dans leur esprit encore conditionnelle. Car en échange, chacun « devrait » à la société un certain temps de « service social ». Vous remarquerez que sans être distributistes, nous en sommes toujours là, et que le recul de l'âge de la retraite revient à exiger des travailleurs un temps plus long de travail pour des raisons « sociales ». C'est du service social.

On objecte souvent que, recevant du berceau au tombeau de quoi consommer tout ce qui aura été produit, « les gens vont rester chez eux ». Mais pour le consommer il aura fallu le produire. Et pour le produire, cette fois, il faudra plus que le sentiment de l'utilité de la chose. Car déjà aujourd'hui, même si de yaourts ou de chaussures nous avons « besoin », la bonne méthode pour les produire n'est pas de forcer les cadences, de morceler le travail ou de délocaliser. La bonne méthode est de rendre la production attractive et pas seulement celle de yaourts et de chaussures mais l'ensemble des productions. Et de traiter la culture technique comme une culture à part entière, pas une culture de seconde zone. Ces idées-là sont déjà « dans l'air » de notre époque. Multipliée par les moyens d'échange garantis, elle permet de réinventer « le travail », de le transformer en école, en lieu d'expérience permanent, en lieu d'observations multiples, ouvert au maximum d'usagers-entrepreneurs-expérimentateurs.

La vérification ou sanction des expériences entreprises ne sera plus le manque de profits monétaires, les mauvais retours sur investissements monétaires. Elles tiendront aux mauvais retours sur investissements humains, aux pertes en motivation, et au gâchis des ressources naturelles.

La critique du modèle libéral n'a jamais été aussi vive. Elle a donné lieu à un nombre d'ouvrages... impressionnant. C'est un succès de librairie !

Ces ouvrages peuvent se répartir en deux catégories. Ceux qui font une critique pure et simple des abus et contradictions du système. Ceux qui proposent des solutions.

Or les solutions, remarquons-le, sont TOUTES, sans aucune exception, tirées de la technique sur laquelle repose l'économie depuis des siècles.

On peut décrire cette technique de deux façons. Les distributistes historiques le faisaient à partir de « l'échange ». Ils parlent d'« économie échangiste ». Il s'agit d'échange monétarisé : l'achat ou la vente d'un produit contre sa contrepartie en argent - qui implique que les produits ou services soient « marchandisés », c'est-à-dire chiffrés monétairement selon une certaine hauteur ou « valeur » qui dépend du marché. Les distributistes historiques ont surtout pointé que l'abondance des produits, rendue possible par les nouvelles techniques, faisait chuter les cours et créaient la misère. Ils ont négligé d'autres paramètres de fixation des prix comme la position dominante, acquise du fait de la colonisation (par des Etats, des multinationales, des usages en vigueur), ou de l'usage d'une monnaie de référence.

PROSPER a quant à lui choisi de décrire la technique économique actuelle à travers la triple redistribution des profits monétaires. 1. Par les entreprises pour éponger leurs dettes envers la banque, verser des dividendes aux actionnaires, investir, salarier, payer des taxes à l'Etat. 2. Par l'Etat, qui redistribue ses taxes pour faire du service public. 3. Par les particuliers, qui achètent des produits et des services, parmi lesquels les assurances occupent une place de plus en plus importante.

La description par la redistribution des profits monétaires a l'avantage de mettre l'accent sur l'obligation de « croissance » (monétaire) et de faire comprendre qu'elle tient au crédit accordé par les banques sous la forme d'argent-dette (émis avec intérêt). L'entrepreneur est obligé de rendre plus d'argent à son banquier qu'il n'en a reçu. Mais cette description a un autre avantage : elle fait toucher à ceux qui critiquent le système que, s'ils font la moindre concession au système de l'argent-dette et de la triple redistribution, ILS LUI RESTENT SOUMIS.

Entre les deux guerres encore, la vie était courte, arriver à l'âge de la retraite n'avait rien d'assuré. Les distributistes historiques promettent son abaissement progressif. Mais dans le cadre d'une économie où les moyens d'échange sont assurés, pourquoi faudrait-il continuer de diviser la vie en trois âges étanches ? Cette division est déjà mourante, avec la formation continue et des retraités très actifs. Donc, adieu le service social ou « civique », bonjour l'investissement personnel dans les activités choisies, multiples. On ne se jettera plus de l'une à l'autre pour ramasser plus de sous, comme c'est le cas aujourd'hui des travailleurs asservis à la flexibilité. On rebondira de l'une à l'autre, ou restera où on est, pour l'intérêt même de ce à quoi on va participer ou s'investit déjà.

Et l'abandon de la monnaie ?

Quand **PROSPER** défend l'abolition de la monnaie, il fatigue plus qu'il ne choque beaucoup de lecteurs. Ils ont déjà du mal à comprendre comment fonctionne une économie sans profits monétaires. Alors si en plus... « La monnaie » de consommation, qui ne sert qu'une fois, non accumulable, s'éloigne déjà considérablement de celle que nous pratiquons. On peut persévérer toutefois dans l'usage de la monnaie. Mais il tend à conserver l'usage d'un partage inégal des fruits de la production (en abrégé : des revenus hiérarchisés). Ce qui corrompait totalement le socialisme distributiste.

De l'idée d'introduire une comptabilité exclusivement « matière », par codes-barre, ceux qui prendront le relais feront ce qu'ils voudront. Nous n'en sommes pas encore au moment de passer au distributisme. Mais d'ici-là, qui pourrait arriver plus vite qu'on ne croit, le chiffrage par codes-barre pourrait bien passer pour bien plus « simple » que tout ce bazar monétaire, et autrement juste, écologiquement et politiquement parlant, sur une planète où les ressources deviendront rares et où les économies devront être absolument relocalisées. On verrait alors les « banques » intégrer les deux circuits de banques de données, jouant à fond du principe de subsidiarité « matière » - on n'accéderait aux ressources plus lointaines que si on n'a pas sur place - et de banques de distribution .

A propos du revenu garanti à tous - et égal : jamais ceux qui habitent les tours et barres n'en voudront. Ils objecteront que beaucoup vont en profiter. Ils n'ont pas envie de travailler pour les autres.

Mais vous, bien sûr, vous n'en profiterez pas...

J'entends souvent des appels à la prudence avec laquelle il faut avancer si on veut que « le populo » suive. C'est méprisant pour le peuple. Les moyens préjugent de la fin. Si vous ne faites pas confiance dès maintenant dans les capacités des « gens », du « peuple », vous les traiterez toujours en mineurs. Mettez plutôt sur l'audace. Le passage à une économie sans profits monétaires serait davantage « servi », il me semble, en annonçant tout de suite un revenu inconditionnel et égal pour tous et/ou une comptabilité entièrement matière qu'en laissant croire que ce sera tout pareil qu'avant.

« L'usager »

Tu emploies de préférence « usager » à « citoyen », pourquoi ?

Je n'ai encore rien trouvé de mieux qu'« usager » pour désigner un citoyen responsable des usages auxquels il s'identifie, qu'il reconduit ou transforme.

Le mot s'est quelque peu ennobli, depuis quelques années. En 65-70, l'étude du rapport qualité-prix ne mettait pas encore en question l'offre des vendeurs ni la demande des acheteurs. Puisqu'il vous « fallait » une machine à laver la vaisselle, autant savoir quelle était la plus performante, la moins chère, celle qui répondait le mieux à vos besoins. Mais en avez-vous vraiment besoin ? Comment l'usage que vous avez de cette machine s'est-il imposé ? Dans quel environnement... ?

Ce n'est pas par hasard si le thème de la décroissance a « pris » aussi vite. La planète qui n'en peut plus a servi de couverture officielle, générale, généreuse. Mais la motivation profonde me semble à chercher dans la montée en puissance du sentiment d'être floué par toutes sortes d'offres et par nos propres demandes, comme en 68.

Les offres et demandes matérielles nous déçoivent. Les offres et demandes politiques aussi. La gauche, la droite, sont soumises aux mêmes contraintes. Qu'est-ce que nous pouvons leur demander d'autre ? De faire ce qu'elles font avec plus d'élégance, moins de casseroles et davantage d'écoute. Nous déléguons à des élus des responsabilités où ils ne sont responsables de rien. Tu as entendu parler de crise de citoyenneté. Mais derrière ce mot-là il y a toute la rhétorique des « droits » formels, de la conquête que fut « un homme, une voix », des élections, la possibilité de changer de majorités, etc. Une rhétorique qui passe à côté de ce qui devrait être clairement - car il l'est en fait - le nerf de la vie politique, à savoir la maîtrise des usages.

Les ouvrages qui critiquent le système libéral interpellent d'autant plus le public qu'ils ont été écrits par des personnes qui l'ont géré en tant que banquiers, consultants ou ex-ministres. On peut les croire : la situation est sérieuse.

Une fois compris qu'elle l'est, on est en droit de se poser la question du sérieux de « solutions » qui concèdent à la triple redistribution des profits monétaires, tractée par la croissance des profits entrepreneuriaux. Ces solutions sont de deux ordres.

Celles qui visent à moraliser le système. Ah ces patrons qui se paient grasement ! Ah ces méchants paradis fiscaux ! Ah ces profits obtenus à n'importe quel prix social et écologique ! Ah ces 50% de gains de productivité dont les profits vont à 5% de travailleurs... « Ils » n'ont donc pas de conscience ? « Ils » ne voient donc pas qu'« ils » trahissent les promesses du libéralisme ? « Ils » n'ont donc pas conscience de « tricher » quelque part... ?

Celles qui tirent du système des promesses inattendues. Le revenu d'existence, par exemple, ou « dividende social » de base, qui remplacerait toutes les allocations des pauvres (que ceux-là auraient à compléter, les riches se le faisant sucrer par la proportionnalité de l'impôt). Ou la réduction drastique du temps de travail, revue et corrigée de celle de Martine Aubry (et de ce qu'il proposait lui-même vingt ans plus tôt) par Pierre Larrouturou. Deux excellentes idées dont nous soutenons l'esprit, mais qui continuent de prendre appui sur la redistribution des profits monétaires.

Dans les deux cas, la question de la faisabilité, qui nous est régulièrement posée, et à juste titre, devrait là aussi être posée. Or, en règle générale, ELLE NE L'EST PAS. Elle passe d'autant plus facilement à la trappe qu'elle ne remet pas en cause les principes. Alors qu'on nous la pose avec la moue de mépris assortie, on ne la pose jamais aux très honorables réformateurs, ou avec un respect dû à la dévotion partagée envers le système. Posons-la donc : sont-ils sûrs que les résistances seront moindres en restant à l'intérieur du système qu'en en sortant ? Et s'ils réussissent à coudre enfin leur pièce de drap frais sur l'ancien, au terme de combien d'années de petites luttes et grosses concessions ? Et le drap neuf ne fera-t-il pas finalement craquer l'ancien ?

Quand le mot « citoyen » signifiera « quelqu'un participant avec des moyens personnels entiers et donc de plein droit à la maîtrise des usages », tu pourras laisser tomber « usager ». J'insiste quand même sur ces « moyens personnels entiers », sans lesquels il n'y a pas de plein droit qui tienne. Des moyens aujourd'hui bafoués, tordus, racornis, à l'état de miettes que nous jettent l'électoratisme et le salariat.

Chaque fois qu'on fait appel à moi comme électeur, je le ressens comme une sorte d'injure. « Contente-toi de ça. On n'a rien trouvé de mieux. Les ancêtres se sont battus pour... alors vote... Encore heureux que tu aies le choix. »

L'injure atteint des sommets quand je constate la difficulté qu'il y a à se faire admettre sur une liste de candidats si on a des idées qui risquent de surprendre les électeurs. C'est l'injure du plus petit commun dénominateur, de l'emballage verbal séduisant, des prix à 9,98.